

## L' ANALYSE FINANCIERE IGA/IGPN SUR LE CORPS UNIQUE DISCREDITEE !

Dans son rapport, la mission a proposé une vision de la fusion des corps dans laquelle des commandants fonctionnels deviendraient commissaires de police en fonction de ratios à déterminer. Dans le cadre de cette hypothèse, l'impact financier a été évalué entre 6 millions et 20 millions d'euros. Elle a donc rejeté toute idée de fusion, en partie sur la base de ce principe.

| Hypothèse<br>Nombre de<br>Promouvables<br>(CDTF) | Hypothèse<br>ratio | Nombre<br>promus | Cout unitaire<br>Hors<br>CAS (2011) | Cout unitaire<br>Avec CAS<br>(2011) | Impact financier an-<br>nuel hors cas | Impact financier annuel<br>CAS<br>Compris |
|--|--------------------|------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---|
| 1211   | 5%                 | 61               | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 4294 877,50                           | 6071647,01                                |
| 1211   | 10%                | 121              | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 8589 755,00                           | 12143294,02                               |
| 1211   | 15%                | 182              | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 12884632,50                           | 18214 941,03                              |
| 1315   | 5%                 | 66               | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 4 663719,17                           | 6593076,65                                |
| 1315   | 10%                | 132              | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 9327438,34                            | 13186153,30                               |
| 1315   | 15%                | 197              | 70 931,09 E                         | 100 274,93E                         | 13991157,50                           | 19779229,94                               |

**COMMENT ACCEPTER UNE TELLE MANIPULATION FONDEE SUR UNE ANALYSE TRONQUEE ET DESTINEE A TROMPER LA DECISION POLITIQUE ?**

### DEMONSTRATION

**Vous pouvez facilement le constater, la méthodologie de calcul est grossièrement erronée. Au-delà des sommes qui ne tombent pas justes, l'impact financier est basé sur un accroissement de la masse salariale correspondant à un recrutement supplémentaire net de 61 commissaires de police.**

**Or, il s'agit de 61 commissaires que l'on ne recrutera pas en externe faisant ainsi économiser 61 ETPT net à l'Etat. Ils seront en effet recrutés dans le corps de commandement, qui lui poursuivra ainsi sa déflation d'autant. Si l'on poursuivait leur raisonnement, l'économie réalisée sera de 61 à 197 ETPT et l'économie proportionnelle, de 4,057 millions d'euros à 13,102 millions d'euros (au coût moyen d'un ETPT hors CAS, haut fonctionnaire, CCD,CC en 2012 soit 66 512 euros). Le calcul est en réalité un peu plus complexe et nécessitera d'être affiné. Il devra en effet prendre en compte l'augmentation de la masse salariale des 61 CDTF qui deviendront commissaires (celle-ci sera minime puisque le coût hors CAS d'un CDTF s'élève à 75 350 euros) ainsi que celui des 61 commandants qui deviendront CDTF (soit au coût hors CAS d'un commandant, 66 494 euros) une somme variant de 540 261 euros à 1 744 632 euros.**

### CONCLUSION

**Cette démonstration prouve, que même dans le cadre d'une hypothèse que nous ne partageons pas, la fonction publique pourrait réaliser des économies. Notre projet basé sur la fin du recrutement externe, une scolarité réduite, la formation unique des cadres, et l'organisation d'un seul concours externe au niveau de lieutenant générerait des économies substantielles permettant de dégager des marges en matière d'investissement.**

**Le SCSI a bien conscience, et cette démonstration fallacieuse en est la preuve, que de nombreux rouages au sein du ministère mettent tout en œuvre pour retarder la mise en place d'une réforme inéluctable, cohérente, qui bien au-delà du seul aspect financier, améliorera le fonctionnement opérationnel de la Police Nationale. Le SCSI rappelle à cet égard que ce type d'organisation est le standard, non seulement anglo saxon, mais européen. Ce n'est sans doute pas par hasard !**

***Avec le SCSI, seul syndicat représentant commissaires et officiers de Police, la réforme c'est maintenant !***